Michel Debré « petit candidat » en 1981 ?

Michel Debré, a 'minor candidate' in 1981?

Bernard Lachaise

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/989>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.989](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.989)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Bernard Lachaise, « Michel Debré « petit candidat » en 1981 ? », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/989> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.989>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Michel Debré « petit candidat » en 1981 ?

Michel Debré, a 'minor candidate' in 1981?

Bernard Lachaise

- 1 Le « petit candidat » Michel Debré qui annonce sa candidature à l'élection présidentielle d'avril-mai 1981 le 29 juin 1980 est unique par la place qu'il occupe dans l'histoire de France. En 1981, il est reconnu comme un poids lourd de la vie politique française, comme un homme d'État parmi les plus expérimentés et pas seulement parce qu'à 69 ans, il est, dans l'histoire de l'élection du président au suffrage universel direct depuis 1965, l'un des plus âgés des candidats¹. Poids lourd, il est encore reconnu comme tel en 2018. Dans un sondage BVA pour l'hebdomadaire *L'Obs* à l'occasion du 60^e anniversaire de la V^e République, à la question « quelles sont les personnalités les plus marquantes de la V^e République ? », Michel Debré arrive en neuvième position, après six présidents dont de Gaulle largement en tête (74 %), après Michel Rocard et Emmanuel Macron à égalité, et devant tous les autres anciens Premiers ministres².
- 2 Alors, est-il un « petit candidat » ? Telle est la problématique de cette étude. Cet article essaiera de montrer en quoi Michel Debré est un candidat différent de ceux qui l'ont précédé sous la V^e République, en 1965, 1969 et 1974, d'expliquer pourquoi on peut ne pas le considérer comme un « petit candidat » et enfin, pourquoi il est indéniablement un « petit candidat » dans les sondages d'abord, dans les résultats ensuite, ce qui nécessite évidemment des explications. Au-delà des deux biographies consacrées à Michel Debré, celle de Patrick Samuel et celle de Jérôme Perrier, les sources sont abondantes : les Mémoires de Michel Debré et de l'un de ses fils, Bernard Debré, les Mémoires et souvenirs de gaullistes (dont Jacques Chirac et Jacques Foccart), des écrits de journalistes (Michèle Cotta et Jean Mauriac) et surtout des archives : celles, très riches, de Michel Debré (Archives nationales) et, à un moindre degré, les archives de Léo Hamon (Sciences Po), auxquelles s'ajoute un long témoignage écrit de Jean-Marie Dedeyan, l'un des membres majeurs de l'équipe de campagne³.

Un candidat différent des précédents sous la V^e République

- 3 Différent, Michel Debré l'est, d'abord, par son parcours antérieur. En 1981, il est un parlementaire fort d'une expérience de près de trente ans, d'abord au Conseil de la République sous la IV^e République de 1948 à 1958 comme représentant de l'Indre-et-Loire, puis à l'Assemblée nationale sous la V^e République, sans cesse réélu à la Réunion depuis 1963. Il a été le premier chef du gouvernement du général de Gaulle durant trois ans et demi, de janvier 1959 à avril 1962. Son expérience ministérielle est longue : ministre durant sept ans à des postes régaliens, d'abord à la fin de la IV^e République (Garde des Sceaux juin 1958-janvier 1959) puis sous la V^e République (Économie et Finances 1966-1968, Affaires étrangères 1968-1969 et Défense 1969-1973) sous de Gaulle et Pompidou.
- 4 Différent, Michel Debré l'est aussi par la relative précocité de l'annonce de sa candidature, le 29 juin 1980, soit plus de dix mois avant le premier tour. Il s'agissait pour lui de devancer Jacques Chirac en espérant rallier la majorité des gaullistes et obliger le président du Rassemblement pour la République (RPR) à ne pas se présenter. La presse le perçoit ainsi : « le phénomène Debré : un cactus pour Chirac⁴ ». Cette décision d'entrer dans la bataille électorale a été longuement mûrie :

« Je m'organise et me prépare. Nous verrons bien, non pas à l'automne, mais plus tard en hiver, après avoir fait le maximum pour faire lever la pâte. Et il est possible que le jugement, cet hiver, m'encourage à persévérer jusqu'au bout. À vous dire vrai, c'est ce que je souhaite et j'agirai en ce sens⁵. »
- 5 Elle est prise « contre l'avis de ses proches⁶ ». En 1965, élection à date normale à la différence de 1969 et 1974, seul Jean-Louis Tixier-Vignancour s'était déclaré plus tôt, en avril 1964. À l'exception de Brice Lalonde (15 juin 1980), les autres candidats de 1981 se sont déclarés plus tard : Marie-France Garaud et Georges Marchais (octobre 1980), Arlette Laguiller (novembre 1980), François Mitterrand (janvier 1981), Michel Crépeau et Jacques Chirac (février 1981).
- 6 Autre originalité de la candidature Debré, être une candidature dissidente d'un grand parti politique. C'est une première en 1981 et cela le reste assez longtemps par la suite car, en 1988, Pierre Juquin avait été exclu du Parti communiste français (dès 1987), et cela ne se reproduit vraiment qu'en 1995, une nouvelle fois dans la famille gaulliste avec le duel Jacques Chirac/Édouard Balladur. Si Michel Debré se présente en dehors d'un parti, le RPR auquel il appartient, c'est par choix : « Je ne demande pas l'investiture du RPR » car « être candidat à la présidence de la République interdit qu'on puisse se réclamer d'un parti politique et d'un seul⁷. » Mais, en fait, il sait aussi très tôt que le RPR ne lui aurait pas accordé son soutien à cause de Jacques Chirac qui reconnaît dans ses Mémoires : « Le RPR n'a pas attendu le 3 février 1981 pour se mobiliser [...] sous l'impulsion de Pasqua⁸. » Les candidatures dissidentes de Michel Debré et de Marie-France Garaud illustrent des divisions profondes au sein du RPR. Révélées par le clivage entre les membres du mouvement participant aux gouvernements Barre et les critiques virulentes de Jacques Chirac envers le président de la République et son Premier ministre, les divisions sont renforcées à l'occasion des élections européennes de 1979. La violence de l'« Appel de Cochon » lancé par Jacques Chirac le 6 décembre 1978 a provoqué une vive émotion dans les rangs du parti. Les tensions se multiplient. Certes, le RPR présente une liste conduite par Jacques Chirac

sous le nom « Liste de Défense des intérêts de la France en Europe » (DIFE) avec Michel Debré en numéro deux, mais son résultat est très mauvais. La mise à l'écart de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, accusés d'une influence excessive et néfaste sur Jacques Chirac, ne suffit pas à réconcilier tous les gaullistes qui abordent l'élection présidentielle de 1981 plus désunis que jamais.

Un « petit candidat » ? Non, à maints égards

- 7 Le parcours antérieur de Michel Debré n'est pas la seule raison qui permet de ne pas le qualifier de « petit candidat », en tout cas au moment où il annonce sa candidature. L'intérêt porté par la presse nationale et régionale à la candidature Debré, attesté par de très nombreux articles entre juillet 1980 et avril 1981, est révélateur de la place occupée par l'ancien Premier ministre dans la vie politique nationale⁹. Il est en effet le candidat des gaullistes historiques ou de la « vieille garde » face à Jacques Chirac. Le soutiennent des anciens collaborateurs du général de Gaulle (Élisabeth de Miribel, Pierre Lefranc¹⁰, Xavier de Beaulaincourt, Gaston de Bonneval, Georges Galichon, etc.) ; des membres de la famille du Général (« les plus vieux », selon le mot du général Alain de Boissieu¹¹, dont Geneviève de Gaulle-Anthonioz et Bernard de Gaulle) ; des anciens ministres du général de Gaulle : Jean Charbonnel, Maurice Couve de Murville, Marie-Madeleine Dienesch, Jean Foyer, Olivier Guichard, Gilbert Grandval, Yves Guéna, Roland Nungesser, Alexandre Sanguinetti (« Vous êtes notre ayatollah. C'est de ma part une marque d'estime et je ne vous confond pas avec la tourbe politicienne¹² »), Nafissa Sid Cara, Solange Troisier, Louis Terrenoire ; de nombreuses personnalités gaullistes, la plupart parlementaires : Jacques Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Maurice Druon, Léo Hamon, Louis Vallon, Jacques Boinvillers, Pierre Billecocq, Christian de La Malène (premier adjoint du maire de Paris), Bernard Dupérier, Pierre Mazeaud, Jacques Valade, Bernard Marie, Jean-Louis Massoubre, Antoine Rufenacht, Pierre de Bénouville. En plus de ces femmes et de ces hommes, Michel Debré peut compter sur l'appui de mouvements gaullistes tels l'Union des jeunes pour le programme (UJP) et des groupes « gaullistes de gauche » comme celui des amis de Grandval, Élie-Jacques Picard (L'action gaulliste pour la démocratie) et une partie de la Fédération des Républicains de Progrès¹³. En plus de ces appuis politiques, Michel Debré reçoit le soutien de figures de la société civile : des sportifs comme Marielle Goitschel qui déclare « Michel Debré, c'est le Borg de la politique¹⁴ » ; des journalistes comme Michel Droit et Patrice Gélinet ; des universitaires comme François-Georges Dreyfus, Michèle Cointet, Odile Rudelle, Jean-Marie Mayeur, Jean-Paul Bled, Marc Zamanski, François Goguel, etc.¹⁵.
- 8 Michel Debré recueille sans aucune difficulté les cinq cents parrainages. Dans la liste publiée, figurent des maires (90 %), le plus souvent de communes rurales ou de petites villes mais avec quelques exceptions (Bernard Marie à Biarritz, Jean Charbonnel à Brive) ; des conseillers généraux (6 %) et des parlementaires (4 %). Les signatures proviennent de la quasi-totalité des départements métropolitains dont, en tête, l'Indre-et-Loire (ancienne terre d'élection de Michel Debré), le Pas-de-Calais, le Maine-et-Loire, la Dordogne et la Manche¹⁶.
- 9 Pour sa campagne électorale, Michel Debré met en place une équipe avec au sommet un solide état-major dont les principaux membres sont un éditeur qui a l'expérience des cabinets gaullistes (Debré, Peyrefitte, Mazeaud), Jean-Marie Dedeyan, à la fois secrétaire général du Comité national de soutien et « directeur de cabinet » ; trois

préfets, Jean-Émile Vié, conseiller maître à la Cour des comptes, ancien préfet de région, président d'honneur de l'association du corps préfectoral, délégué national ; Jacques-Guy Lenoir, délégué adjoint, et Charles André, trésorier, ainsi qu'un député gaulliste du Cher élu depuis 1958, Jean Boinvilliers, chargé des relations avec les élus. L'équipe a organisé des comités de soutien nombreux et structurés : un comité national bien sûr, 99 comités départementaux, « près de 1 000 comités locaux » selon Jean-Marie Dedeyan, et des comités « professionnels », jeunes, femmes (Solange Troisier, présidente), médecins, architectes, enseignants (François-Georges Dreyfus, président), anciens combattants (Bernard Dupérier, président), avocats, etc.¹⁷.

- 10 Le candidat présente un programme élaboré de longue date et décliné dans de nombreuses publications. En 1979, avec la collaboration d'Odile Rudelle, il a publié *Français, choisissons l'espoir*, et en 1980, *Lettre ouverte aux Français sur la reconquête de la France*¹⁸. Pendant la campagne, trois brochures : *Michel Debré s'adresse aux Français* (10 janvier 1981), *Pour une action réaliste et cohérente* (21 février 1981) et *Mon programme de redressement économique pour la France* (21 février 1981), ainsi qu'une *Lettre mensuelle*, diffusée à un million d'exemplaires. Le programme officiel est présenté en février 1981 et chiffré pour sa partie économique. Parmi les objectifs majeurs : « appeler l'attention des Français sur l'exigence de l'effort ». Les mots-clés sont : « redressement » et « reconquête » et « un Président qui dit la vérité aux Français ». Dans les propositions, se retrouvent des idées fondamentales du gaullisme comme la nécessité pour la France de « garder la maîtrise de son destin, sans intégration, ni alignement [...] en conciliant indépendance et coopération des États européens, en luttant contre les hégémonies ». Mais aussi, une insistance sur une conviction forte et ancienne de Michel Debré : « redonner à la France un élan vital » par une politique familiale « moderne » comprenant la création d'un statut de la mère de famille et d'un salaire familial. En matière d'éducation, le vœu de rapprocher l'école de l'entreprise – dans l'air du temps – côtoie un souci de retour à des objectifs plus traditionnels :

« la maîtrise de la langue et la connaissance de l'histoire de la Nation ».

- 11 La candidature de l'ancien Premier ministre bénéficie d'un important traitement médiatique, bien avant l'ouverture de la campagne officielle le 13 avril 1981. Michel Debré a accordé seize entretiens dans la presse écrite nationale (*Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Quotidien de Paris*, *Le Parisien*, *Paris-Match*, *Jours de France*, etc.), régionale (*Midi Libre*, *Courrier de l'Ouest*, *Rhône-Alpes*), professionnelle (notamment médicale – pour le fils du professeur Robert Debré : *Le Pharmacien*, *Impact médecin*, etc.). Il a participé à six émissions de radio et de télévision : un journal télévisé avec Léon Zitronne dès le 30 juin 1980, « Cartes sur table » (la première, dès le 8 septembre 1980), « Le Grand Débat », « Face au public », « Expliquez-vous », « Le Club de la Presse ». Sa candidature a alimenté quarante articles de presse publiés notamment dans *Le Figaro* (16), *Le Monde* (4), *Le Quotidien de Paris* (4), *Le Point*, *L'Aurore*, *Le Matin de Paris*, etc. Michel Debré s'en réjouit dans ses Mémoires :

« une presse qui porte la plus grande attention à ma campagne¹⁹ ».

- 12 Sa campagne se distingue aussi par la modernité de sa communication. « Michel Debré est le seul des "petits candidats" à avoir recours à des emplacements publicitaires commerciaux et, comme trois des quatre grands candidats, à des professionnels de la communication. Sur une création de l'agence Michalon Berges Conseil, une affiche annonce en énormes lettres capitales "VRAI. MICHEL DEBRÉ"²⁰ ». Le slogan met en avant la fidélité du candidat à ses convictions et sa légitimité dans la famille gaulliste.

Cette modernité est permise par les moyens financiers dont il dispose. Le candidat évoque lui-même cette question dans ses Mémoires : « Pour avoir de bonnes finances, je fais appel à des amis parmi lesquels j'ai le plaisir de compter Édouard Leclerc. » Et il ajoute : « Souvent, je me déplace en avion ; soit je prends Air Inter, soit Marcel Dassault me prête son avion ; par deux fois, j'utilise un avion d'Eurolair de la compagnie que préside Alexandre Couvelaire²¹. » Jean-Marie Dedeyan estime que « la campagne a coûté entre 4 et 5 millions de francs (soit moins d'1 million d'euros). Elle a été couverte par des milliers de dons individuels des sympathisants lors des premiers mois de campagne, par des collectes lors des 170 réunions publiques et quelques rares contributions d'amis de Michel Debré²² ». Le quotidien d'opposition *Le Matin de Paris* évoque : « 1 000 lettres par jour en moyenne dont 200 avec des chèques de 20 à 500 F [francs] par jour, c'est ce que reçoit Michel Debré pour sa campagne²³ ». *Le Canard enchaîné* écrit quant à lui : « C'est avec l'aval de Victor Chapot, conseiller à l'Élysée, que Dassault finance la campagne de Michel Debré. On parle de plus de 3 milliards de centimes²⁴ » ! Cette question financière est évoquée par Jacques Chirac, à deux reprises, avant même la candidature de Michel Debré, pour le dissuader de se présenter. « Il vous faudrait cinq milliards [de centimes] pour la campagne, vous ne les aurez jamais », lui dit-il, ce à quoi Michel Debré répond : « Si vous continuez à dire aux industriels que vous rencontrez qu'ils ne doivent pas me donner 1 F [franc]²⁵. » Et le 19 novembre 1980, le chef du RPR essaie à nouveau de le dissuader :

« Il faut beaucoup d'argent : 10 milliards [de centimes] pour Giscard, 5 pour Chirac et Mitterrand, 2 au moins pour Debré²⁶. »

- 13 Quoiqu'il en soit, le candidat mène une campagne intense. En plus de la forte présence médiatique déjà évoquée, un grand nombre de réunions sont organisées : « je tiens chaque jour une réunion en province ou à Paris », écrit-il dans ses Mémoires²⁷. Si cette affirmation est excessive, il n'en reste pas moins que Michel Debré tient de nombreux meetings, dont treize dans des villes à travers la France entre novembre 1980 et avril 1981 : quatre à Paris ou en banlieue – le dernier à la Mutualité le 24 avril – et les autres à Biarritz (7 novembre 1980), Lyon (8 janvier 1981), Grenoble (9 janvier 1981), Toulouse (2 février 1981), Marseille (11 février 1981), Nancy (3 mars 1981), Bordeaux (13 mars 1981) qui fait partie des lieux dont il garde « un bon souvenir » car « Chaban m'invite à souper avec son adjoint, le sénateur Jacques Valade », Lille (20 mars 1981), Limoges (6 avril 1981)²⁸. Selon Jérôme Perrier, Michel Debré va dans plus de cinquante départements en dix mois et tient plus de cent trente réunions publiques²⁹. Il effectue des voyages à l'étranger où il rencontre des personnalités : Maroc (novembre 1980), États-Unis (février 1981), Royaume-Uni (mars 1981), Rome, etc.³⁰.

Un « tout petit candidat » par la réception de sa candidature

- 14 Cependant, malgré le dynamisme de la campagne, la courbe des sondages est descendante et cette évolution relègue Michel Debré au rang de « petit candidat » par comparaison avec Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et François Mitterrand.
- 15 « Après m'avoir été favorables, après l'annonce de la candidature de Chirac, ils deviennent progressivement mauvais » et « me montrent que mes chances de succès sont plus que limitées », écrit-il dans ses Mémoires³¹. Plus tard, des proches du candidat expriment le même point de vue sur la réception initiale de la candidature : « les choses

n'étaient pas trop mal parties : les sondages n'étaient pas mauvais³² » ; « jusqu'en décembre, les sondages donnent 14 à 15 % ; après février, ils sont mauvais³³ » ; « dès l'automne 1980, les résultats des principaux instituts de sondages sont en progression régulière et sont plutôt encourageants [...], à la fin janvier 1981, 12 % [...], dans les jours qui suivent l'annonce de la candidature de Jacques Chirac, la courbe des chiffres des instituts de sondages commence à s'inverser³⁴ ». En fait, les sondages n'ont jamais été bons. Une enquête de popularité menée en avril 1980 alors même que Michel Debré n'est pas encore candidat, lui accorde 35 % de réponses positives et 38 % négatives³⁵. Les sondages de la SOFRES montrent entre novembre 1980 et le 16 avril 1981, une stagnation à 6 % en novembre (cinquième position) et décembre 1980, puis une baisse continue : 5,5 % en janvier, 4 % en février, 3,5 % au début mars (à égalité avec Brice Lalonde), 3 % fin mars (derrière ce dernier) et 2 % mi-avril (derrière Brice Lalonde, à égalité avec Marie-France Garaud et Arlette Laguiller).

- 16 Les études des politistes le confirment. Entre juillet 1980 et avril 1981, la capacité de Michel Debré à répondre aux attentes politiques des électeurs s'avère limitée dès le début et s'effondre au cours de la campagne. Et il en va de même de l'évolution de l'image du candidat. Michel Debré « ne peut espérer jouer autre chose qu'un rôle de figuration³⁶ ». Le vote des Français le 26 avril amplifie la chute annoncée : il n'obtient que 481 821 voix (1,3 % des inscrits, 1,7 % des suffrages exprimés). Il termine en huitième position sur dix candidats, derrière Brice Lalonde, Arlette Laguiller et Michel Crépeau, juste devant Marie-France Garaud et Huguette Bouchardeau. Parmi les « petits candidats » entre 1965 et 1974, il réalise un moins bon score que Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965 (5,2 %), Michel Rocard en 1969 (3,17 %) et Jean Royer en 1974 (3,17 %).
- 17 La géographie du vote Debré ne révèle pas de surprises, mise à part la modestie des scores. Les meilleurs résultats sont obtenus à La Réunion (6,62 %, mais il n'arrive qu'en cinquième position) et dans l'Indre-et-Loire (4,33 % et 15,3 % à Amboise – dont il est maire depuis 1966 – où il est troisième derrière Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing, juste devant Jacques Chirac). Puis, parmi les plus favorables – supérieurs à la moyenne nationale – viennent la Haute-Savoie (2,5 %), le Loir-et-Cher (2,39 %), le Jura (2,33 %), le Maine-et-Loire (2,18 %) et Paris (1,8 %). Bref, les résultats sont mauvais, y compris sur des terres gaullistes d'élection.
- 18 L'échec de Michel Debré est dû à plusieurs facteurs. La division des gaullistes y contribue largement. Michel Debré n'a pas rassemblé les gaullistes comme il l'espérait, y compris ceux de la génération des historiques : ni Jacques Foccart, ni Raymond Triboulet, ni Pierre Billotte, ni André Fanton – pourtant proche –, ni Maurice Schumann, ni Claude-Gérard Marcus, ni René Caille ne le soutiennent. Décevante pour le candidat est la minceur du soutien des parlementaires RPR s'engageant en sa faveur : parmi ses parrainages ne figurent que 21 parlementaires (17 députés, 4 sénateurs) alors que les groupes comptent 135 membres plus 20 apparentés à l'Assemblée nationale en 1980, 36 membres au Sénat³⁷. Jérôme Perrier cite « 21 députés et 4 sénateurs l'appuient en janvier 1981³⁸ ». C'est peu et on est loin des 72 qui s'étaient déclarés au départ en sa faveur³⁹. Aux journées parlementaires du RPR en octobre 1980, c'est l'empoignade entre « debréistes » et amis de Chirac⁴⁰. Jacques Foccart se souvient : « J'ai fait la campagne avec Jacques Chirac contre François Mitterrand, pas contre Michel Debré. Mais c'est un triste épisode⁴¹. » Contrairement à son espoir, à sa stratégie – en se

déclarant très tôt – et à sa durable conviction, Michel Debré n'a pas empêché la candidature de Jacques Chirac.

- 19 Le propos de Jacques Foccart révèle une autre faiblesse de la candidature de Michel Debré : le manque de lisibilité de sa démarche. Contre Valéry Giscard d'Estaing ? Contre François Mitterrand ? Contre Jacques Chirac ? Les critiques – non récentes – sont surtout adressées au président en exercice. « Je reçois sans trop m'en étonner l'appui des adversaires de Chirac mais j'ai des mots assez durs pour mes compétiteurs les plus directs, Giscard et Mitterrand [...]. Je précise ma position face à la candidature de Chirac. Ce n'est un secret pour personne que je ne souhaitais pas la présence du maire de Paris dans cette compétition⁴². » Pour beaucoup de gaullistes qui soutiennent Michel Debré, marqués par le souvenir de « l'Appel des 43 » en 1974 et la mise à mort de l'Union des démocrates pour la République (UDR) en 1976, l'hostilité envers Jacques Chirac est la motivation principale. Gilbert Grandval, gaulliste de gauche, écrit : « Le bon grain gaulliste est prêt à germer et à se développer dans la jeunesse dès qu'il sera débarrassé de l'ivraie chiraquienne⁴³. » Jean Mauriac le pense : « Il faut qu'il attaque durement Jacques Chirac. Il a été très bon quand il a dit : je suis le seul à représenter les gaullistes. Le diviseur, c'est Jacques Chirac⁴⁴. » Mais, dès l'été 1980, Michel Debré est présenté comme un « sous-marin » de l'Élysée, ce qui l'agace ! Yves Guéna, en froid avec le maire de Paris à cette époque⁴⁵, dit à Jean Mauriac que « l'Élysée se réjouit [...]. Michel Debré aura l'argent des industriels giscardiens convaincus qu'il est le meilleur atout du Président », et Olivier Guichard explique au même journaliste que « Giscard est au fond très satisfait de la candidature Debré parce qu'elle portera le plus grand tort à Chirac⁴⁶ ». C'est aussi l'analyse de Jacques Chirac dans ses Mémoires : « Michel Debré, que certains "barons" inféodés au gouvernement ont, hélas, encouragé, avec la bénédiction de l'Élysée, à se lancer dans la bataille pour son propre compte [...]. Michel Debré et Marie-France Garaud totalisent à l'issue du premier tour à peine 3 % des suffrages mais en affaiblissant d'autant mon propre score⁴⁷. » En réalité, en supposant même que toutes les voix portées sur les deux candidatures dissidentes soient des voix perdues pour le président du RPR, cela n'aurait pas suffi car Jacques Chirac obtient 18 % des suffrages, loin derrière Valéry Giscard d'Estaing (28,32 %) et François Mitterrand (25,85 %).
- 20 Michel Debré s'est heurté au poids de la machine RPR et à la volonté farouche de son président d'être candidat. Si le RPR qu'il a fondé en 1976 s'est d'abord interrogé, il y apparaît très vite comme le grand favori⁴⁸. Un sondage de la mi-septembre, paru le 19 septembre 1980, montre que pour les sympathisants du RPR, 44 % souhaitent la candidature de Jacques Chirac (-16 par rapport à juin), 27 % (+8) celle de Michel Debré, 16 % (+5 %) celle de Jacques Chaban-Delmas. Jacques Chirac se déclare au début de 1981. Dans ses Mémoires, il présente ainsi sa candidature :

« C'est en solitaire, et contre l'avis d'une partie de mes proches, que j'ai résolu de m'engager dans ce nouveau combat. Aujourd'hui, je ne me souviens pas d'avoir longtemps hésité, tant cette décision me semblait aller de soi. Valait-il mieux, comme me le conseillait, entre autres, Édouard Balladur, que je me réserve pour d'autres échéances, afin de laisser ses chances au Président sortant et ne pas risquer, en cas d'échec, d'en être tenu pour responsable ? À ce raisonnement, censé servir mes intérêts, j'oppose la conviction que les Français, faute d'une alternative venant de notre propre camp, préféreraient le candidat socialiste à un chef de l'État que j'estime largement discrédité. De plus, je ne vois rien d'illégitime à ce que les gaullistes, compte tenu du rôle qu'ils ont joué dans son histoire, puissent aspirer de nouveau à diriger le pays⁴⁹. »

- 21 Au-delà d'Édouard Balladur, d'autres gaullistes n'étaient pas favorables à sa candidature et ont essayé de le convaincre de se réserver pour 1988 : Michel Debré lui-même, le général Alain de Boissieu, Antoine Rufenacht, Jean Charbonnel... et Bernadette Chirac. Mais Jacques Chirac, déterminé, reconnaît avoir « tout tenté, sans succès, afin de dissuader Michel Debré de s'engager dans un combat que je savais perdu d'avance », notamment lors d'un dîner en mai 1980 – avant que l'intéressé ne se déclare – puis d'un autre en octobre 1980, chez Christian de La Malène. D'autres « éminents » RPR essaient d'obtenir le retrait de Michel Debré : Jacques Monod, Charles Pasqua, etc. Conscient du gros obstacle rencontré dans le non-soutien du RPR, Michel Debré en tire une conclusion non démentie... jusqu'en 2017 :

« La preuve était faite que, sauf le général de Gaulle, il faut avant toute annonce de candidature être assuré du soutien d'une des grandes formations politiques⁵⁰. »

- 22 Au-delà des clivages internes à la famille gaulliste, l'âge du candidat et son image d'homme du passé contribuent à expliquer son échec. Michel Debré est effectivement le plus âgé en 1981, surtout à côté de Valéry Giscard d'Estaing (55 ans) et de Jacques Chirac (49 ans). Il répond cependant avec humour à ceux qui lui reprochent d'être vieux en s'engageant « dès aujourd'hui à ne pas lancer d'appel de Cochin⁵¹ ! ». De plus, Michel Debré, à la différence du général de Gaulle, n'est pas à l'aise à la télévision. Bernard Debré admet les faiblesses de la campagne de son père : « Il n'était pas vraiment rompu aux techniques de la communication [...]. Il faut l'admettre, la forme médiocre de ses interventions publiques qui desservait leur fond [...]. Sa diction n'était pas adaptée à l'époque⁵². » Le portrait que dressait, quelques années auparavant, Pierre Viansson-Ponté (dans sa *Lettre ouverte aux hommes politiques* en 1976) aide à comprendre l'échec de Michel Debré :

« Vous valez mieux, beaucoup mieux, que l'image, la caricature plutôt, qui colle à votre visage comme un masque dès que vous montez sur scène [...]. Continuez donc à cultiver votre vertu singulière qui est d'accepter de ne pas être aimé⁵³. »

- 23 Michel Debré a-t-il été conscient de son échec ? Oui, peu à peu, à partir de février mais sans vouloir l'admettre et en refusant le retrait que plusieurs lui conseillent, y compris dans son équipe⁵⁴. Dans l'immédiat, il met en garde le 28 avril contre « la gravité du risque économique et politique que présenterait l'application du programme socialiste » et, avec d'autres, il appelle à voter Valéry Giscard d'Estaing « pour la sauvegarde de la V^e République ». Dur, très dur ensuite, comme le montre sa lettre du 10 mai : « Plusieurs fois dans ma vie j'ai senti le froid de la solitude. Cette fois-ci, le froid qui va tomber sur moi sera glacial et définitif. Comme dit le poète : "seul le silence est grand, le reste est faiblesse"⁵⁵. » Michel Debré a eu la tentation de se retirer de la vie publique mais ne le fait pas. Il conserve la mairie d'Amboise (jusqu'en 1989) et se fait réélire député de La Réunion (jusqu'en 1988). Mais comme il l'écrit dans ses Mémoires : « Je savais que je me suis mis hors-jeu de la politique nationale et pour toujours. Cela, je ne l'ignorais pas en me présentant. » Et il ajoute :

« Les éloges de mes amis et ma satisfaction personnelle – de n'avoir rien "sacrifié, ni aux idéologies irréelles ni au verbe démagogique" – ne sont que "chandelles autour d'un mourant"⁵⁶. »

- 24 L'échec de la candidature de Michel Debré en 1981 constitue une preuve supplémentaire des déchirements de la famille gaulliste depuis le départ du général de Gaulle, après l'éloignement progressif de gaullistes de gauche votant pour François Mitterrand, l'échec de Jacques Chaban-Delmas en 1974, les conditions de la création du RPR en 1976, les divisions face à Valéry Giscard d'Estaing entre gaullistes au

gouvernement (Robert Boulin, Alain Peyrefitte, Olivier Guichard, etc.) et les « chiraquiens » dans une quasi-opposition au Président et à son Premier ministre, Raymond Barre, enfin les divisions sur l'Europe en 1979. C'est une preuve de plus de la querelle entre « vieux gaullistes » et chiraquiens/pompidoliens, et de la chute des « barons ». Cependant, la cassure de 1981 reste éphémère entre « debréistes » et « chiraquiens », assez vite réconciliés face à la gauche au pouvoir. Pour comprendre le caractère conjoncturel de cette division de 1981, il ne faut pas oublier qu'une partie des gaullistes ayant soutenu Michel Debré l'ont fait plus par respect pour ce que l'homme représente dans l'histoire du gaullisme, par fidélité, par amitié que par rejet des idées politiques de Jacques Chirac.

NOTES

1. Juste après Charles de Gaulle (75 ans en 1965), Jacques Duclos (72 ans en 1969) et René Dumont (70 ans en 1974).
2. *L'Obs*. Sondage sur les institutions, n° 2812, 27 septembre 2018, p. 38.
3. Patrick Samuel, *Michel Debré, l'architecte du général*, Paris, Arnaud Fanel Éditions, 1999. Jérôme Perrier, *Michel Debré*, Paris, Ellipses, 2010. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France. Mémoires*, 5 tomes, Paris, Albin Michel, 1984-1994. Bernard Debré, *Un homme d'action de l'hôpital à la politique*, Paris, Stock, 2015. Jacques Chirac, *Chaque pas doit être un but. Mémoires**, Paris, Nil éditions, 2009. Jacques Foccart, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, tome 2, Paris, Fayard-Jeune Afrique, 1997. Michèle Cotta, *Cahiers secrets de la V^e République*, tome 2 : 1977-1986, Paris, Fayard, 2008. Jean Mauriac, *L'après de Gaulle. Notes confidentielles 1969-1989*, Paris, Fayard, 2006. Aux Archives nationales (AN) : 98AJ, Fonds Michel Debré ; 9DE, Campagne présidentielle de 1981 ; AG/5 (4) JAT/26. Au Département archives, Direction des ressources et de l'information scientifique, Sciences Po : Fonds Léo Hamon, 2HA, Témoignage de Jean-Marie Dedeyan, vice-président de la Fondation Charles de Gaulle, « Souvenirs de la campagne présidentielle de Michel Debré en 1981 » (texte de sept pages remis à Bernard Lachaise en septembre 2018).
4. AN, 9DE/2. *Le Midi libre*, 29 juillet 1980.
5. AN, AJ28/152/477, Lettre à Maurice Druon.
6. Bernard Debré, *Un homme d'action de l'hôpital à la politique*, *op. cit.*, p. 183.
7. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, *op. cit.*, tome 5, p. 181.
8. Jacques Chirac, *Chaque pas doit être un but...*, *op. cit.*, p. 290.
9. AN, AG/5 (4)/JAT/26. Gros dossier de presse.
10. AN, 9 DE/1. Pierre Lefranc envoie le 13 février 1981 une note à Michel Debré : « Franchissez le Rubicon [...]. Démolissez le décor. »
11. Jean Mauriac, *L'après de Gaulle...*, *op. cit.*, p. 311.
12. AN, AJ 28/126/434-435. Lettre d'Alexandre Sanguinetti à Michel Debré, 10 janvier 1980.
13. Département archives, Direction des ressources et de l'information scientifique, Sciences Po, Fonds Léo Hamon, 2 HA 12.
14. Interview au *Dauphiné libéré*, 3 avril 1980.
15. Département archives, Direction des ressources et de l'information scientifique, Sciences Po, Fonds Léo Hamon, 2 HA 12, Dossier 2, Les comités de soutien.

16. L'analyse des parrainages ne donne qu'une orientation car le Conseil constitutionnel ne publie que 500 parrainages tirés au sort.
17. Témoignage de Jean-Marie Dedeyan et Département archives, Direction des ressources et de l'information scientifique, Sciences Po, Fonds Léo Hamon, 2HA/12.
18. Les deux ouvrages ont été publiés chez Albin Michel en 1979 et en 1980.
19. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, op. cit., p. 187.
20. Jacques Séguéla et Thierry Saussez, *La prise de l'Élysée. Les campagnes présidentielles de la V^e République*, Paris, Plon, 2007, p. 139.
21. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, op. cit., p. 184.
22. Témoignage de Jean-Marie Dedeyan à l'auteur (septembre 2018).
23. AN, AG/5 (4) JAT/26, *Le Matin de Paris*, 4 septembre 1980.
24. Soit 30 millions de francs : *Le Canard enchaîné*, 11 février 1981. Victor Chapot, conseiller d'État, très ancien collaborateur de Valéry Giscard d'Estaing, homme des finances du parti giscardien, est alors chargé de mission à l'Élysée.
25. Michèle Cotta, op. cit., p. 363, à la date du 2 juin 1980.
26. *Ibid.*, p. 411.
27. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, op. cit., p. 184.
28. AN, 9DE/2, Liste des meetings.
29. Jérôme Perrier, *Michel Debré*, op. cit., p. 415.
30. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, op. cit., p. 184.
31. *Ibid.* p. 187.
32. Bernard Debré, *Un homme d'action de l'hôpital à la politique*, op. cit., p. 183.
33. Jean-Louis Debré cité dans Patrick Samuel, op. cit., p. 388-389.
34. Témoignage de Jean-Marie Dedeyan, septembre 2018.
35. AN, 9DE/1, enquête entre le 22 et le 29 avril 1980.
36. Roland Cayrol, « Le rôle des campagnes électorales », dans Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1985, p. 406-413.
37. *Journal officiel de la République française*, 15 avril 1981, p. 1064-1066.
38. Jérôme Perrier, *Michel Debré*, op. cit., p. 415.
39. Patrick Samuel, op. cit., p. 389.
40. *Le Figaro*, 2 octobre 1980.
41. Jacques Foccart, *Foccart parle...*, op. cit., p. 297.
42. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, op. cit., p. 187.
43. AN, 9 DE/2. Campagne présidentielle 1981. Lettre de Grandval à Ninette Debré, 17 février 1981.
44. Jean Mauriac, *L'après de Gaulle...*, op. cit., p. 318.
45. AN, AJ28/152/477, Lettre d'Yves Guéna à Michel Debré, 1^{er} juillet 1980 : « Le coup a été très bien joué et la rue de Lille aura bien du mal à le faire considérer comme sans portée. »
46. *Ibid.*, p. 312-313, 2 et 10 juillet 1980.
47. Jacques Chirac, *Chaque pas doit être un but...*, op. cit., p. 291.
48. « Le RPR et la campagne présidentielle : Chirac ou Debré ? », *Le Figaro*, 23 juillet 1980.
49. Jacques Chirac, *Chaque pas doit être un but...*, op. cit., p. 282.
50. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, op. cit., p. 189.
51. AN, AG/5 (4) JAT/26, *Le Figaro*, 28 juillet 1980.
52. Bernard Debré, *Un homme d'action de l'hôpital à la politique*, op. cit., p. 183-184.
53. Pierre Viansson-Ponté, *Lettre ouverte aux hommes politiques*, Paris, Albin Michel, 1976, p. 126.
54. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, op. cit., p. 187-188.
55. Cité par Michèle Cotta, *Cahiers secrets de la V^e République*, op. cit., p. 502.
56. Michel Debré, *Trois Républiques pour la France...*, op. cit., p. 189.

RÉSUMÉS

Homme d'État parmi les plus expérimentés, Michel Debré est-il un « petit candidat » ? Il se distingue par son parcours politique antérieur, la précocité de l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle et la dissidence au sein du RPR. Michel Debré, à la différence des autres « petits candidats » bénéficie d'un important traitement médiatique, de forts soutiens, d'un solide état-major, d'un programme très élaboré. Il mène une campagne intense, appuyée sur une communication moderne. Mais à l'issue du scrutin, il n'obtient que 1,7 % des suffrages exprimés et arrive en huitième position sur dix candidats. Son échec est dû à la division des gaullistes, au manque de lisibilité de sa démarche (contre Giscard ? contre Mitterrand ? contre Chirac ?), à son âge et à son image d'homme du passé. L'échec de la candidature de Michel Debré en 1981 constitue une preuve supplémentaire des déchirements de la famille gaulliste depuis le départ du général de Gaulle.

Given that he was a highly experienced statesman, was Michel Debré a 'minor candidate' ? He was distinguished by his previous political career, how quickly he moved to announce his candidacy, and the dissent this caused within the RPR. Unlike the other 'minor candidates,' Michel Debré enjoyed significant media coverage, strong institutional support, a solid staff, and a very elaborate campaign platform. He led an intense campaign, supported by modern communication methods. But ultimately, he only obtained 1.7 % of the votes cast and came eighth out of ten candidates. His failure was due to internal divisions among the Gaullists, to a lack of clarity regarding who he was running *against* (Giscard ? Mitterrand ? Chirac ?), to his age and his image as a man of the past. The failure of Michel Debré's candidacy in 1981 is yet another illustration of the disagreements that have torn the Gaullist family asunder since the departure of General de Gaulle.

INDEX

Keywords : Debré (Michel), stateman, gaullist, Chirac (Jacques), disagreements, failure

Mots-clés : Debré (Michel), homme d'État, gaulliste, Chirac (Jacques), division, échec

AUTEUR

BERNARD LACHAISE

Bernard Lachaise est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Bordeaux Montaigne, membre du Centre d'études des mondes moderne et contemporain. Membre des conseils scientifiques de la Fondation Charles de Gaulle et de l'Institut Georges Pompidou, il a publié *Georges Pompidou : avec de Gaulle 1944-1959* (Éditions Codex, 2021) ; *Alcide Dusolier (1836-1918) et la République* (Éditions Secrets de Pays, 2021) et publiera prochainement *À la gauche du gaullisme* ainsi qu'un collectif *Alain Juppé et Bordeaux*.